

La N-VA pose une bombe institutionnelle

Bart De Wever rouvre le chantier communautaire pour répondre aux critiques du Mouvement flamand.

Un simple communiqué qui pourrait avoir l'effet d'une bombe à retardement pour le gouvernement fédéral, voire même pour le pays tout entier.

Hier après-midi, Bart De Wever a annoncé que la N-VA rouvrirait son chantier communautaire. « *Je suis arrivé à la conclusion que nous ne pouvions nous cantonner dans la passivité, que le Mouvement flamand ne doit pas rester à l'arrêt, ni le combat des idées être abandonné* », justifie-t-il. Pour lui, cela ne remet en rien en cause l'accord de gouvernement, qui met le communautaire au frigo

jusqu'en 2019. Mais, en nommant deux fortes personnalités de son parti (Hendrik Vuye et Veerle Wouters) pour préparer un projet sur les futures étapes de l'émancipation flamande, Bart De Wever met à mal le gouvernement fédéral. En planchant sur des textes de lois concrets qui traduiront ses volontés confédérales, la N-VA suspend une véritable épée de Damoclès au-dessus de la tête de ses partenaires gouvernementaux : ils devront avancer sur leurs projets en sachant qu'une sortie des nationalistes scindant un peu plus la Belgique est possible tous les jours... ■

Bart De Wever prépare la fin de la Belgique

- De Wever relance la machine institutionnelle.
- Il charge deux députés de préparer « l'émancipation flamande » pour 2019.
- Une bombe sous la suédoise ? Les partenaires libéraux et CD&V minimisent... comme d'habitude.

Quel choc ! Les partenaires de majorité fédérale (N-VA/MR/CD&V/VLD) peuvent minimiser la portée du message expédié jeudi par Bart De Wever, et expliquer, comme le faisaient en soirée Didier Reynders, Olivier Chastel ou Denis Ducarme au MR, que « *ceci n'est pas une affaire de gouvernement* »... Mais qui peut croire que la N-VA n'a pas posé une bombe institutionnelle sous la suédoise ? Plus grave, sous la Belgique ? Une bombe à retardement.

Bart De Wever a fait très fort en expliquant, par communiqué, que son parti, certes ne remet pas en cause l'accord gouvernemental voué au socio-économique, et que la législature ira à son terme, 2019, mais : « *Mais après des discussions avec le sommet du parti*

et des figures clé du Mouvement flamand, je suis arrivé à la conclusion que nous ne pouvions nous cantonner dans la passivité, que le Mouvement flamand ne doit pas rester à l'arrêt, ni le combat des idées être abandonné ».

Dans les couloirs de la Chambre jeudi, Jean-Marc Nollet (Ecolo) décodait : « *Il parle comme un général qui organise son armée et prépare l'offensive* ». Le leader de la N-VA rouvre le chantier institutionnel, désigne deux députés qui organiseront les travaux, annonce une campagne communautaire plein champ, ce dont la majorité fédérale, croit-il, devrait s'accommoder. Le parti de gouvernement le plus puissant (33 élus à la Chambre) déclare qu'il planche activement sur la scission du pays, que son inspiration nationaliste/confédéraliste le guidera plus que

jamais, et, dans le même temps, attend de ses partenaires qu'ils se montrent tolérants à son égard. Il ose tout ! Charles Michel n'aurait rien à craindre aux commandes de son exécutif... A la réflexion, on s'interroge sur les raisons pour lesquelles Gwendolyn Rutten au VLD, et Wouter Beke au CD&V, ont annoncé qu'ils anticiperont leur réélection à la présidence de leur parti... Comme si les deux savaient que la législature allait se compliquer. On suppose ? Ce n'est

pas fou de faire le lien...

L'opposition, elle, plonge évidemment. Elio Di Rupo (PS) : « *Charles Michel ne s'est pas trompé, il a été trompé* ». Laurette Onkelinx : « *La stratégie de la N-VA est claire : elle opère au sein même du gouvernement en attaquant la Sécu ou en accroissant la tension avec les Régions wallonne et bruxelloise* ». Benoît Lutgen (CDH) : « *Bart De Wever sonne le glas de ce gouvernement* ». Olivier Maingain (Défi) : « *Le problème, ce n'est pas la N-VA, qui poursuit son but ; c'est le MR qui reste acquiné avec elle* ». A la RTBF jeudi matin, Benoît Hellings (Ecolo) avait jugé que la N-VA « *cocufait* » le MR. Une pluie acide...

Mais dormez tranquilles, bonnes gens. Le gouvernement en danger ? Tout va bien. Les éléments de langage ont été préparés, les libéraux francophones relaient le même message : « *Il n'y a rien de neuf. On n'est pas étonné que la N-VA ait un projet institutionnel et communautaire. Chaque parti fait ce qu'il veut. Le MR aussi est en pleine réforme doctrinale, comme le PS. Cela les regarde. Il n'y a pas la moindre difficulté avec cela. De Wever n'a pas franchi la ligne rouge* ». Que la « réflexion » de la N-VA porte sur la fin de la Belgique ne pose-rait pas problème, tant que le parti respecte, comme il s'y est engagé,

la pause institutionnelle et exécute l'accord de gouvernement. Tant pis si elle n'a pas jugé bon de prévenir le MR de cette nouvelle sortie...

Un règlement de compte interne ?

Les bleus glissent aussi cet autre élément de décodage : si le député Hendrik Vuye est chargé de rédiger le programme institutionnel 2019, « *c'est pour l'écarter de son poste de chef de groupe* ». Entendez : tout cela, c'est juste un règlement de comptes interne.

Du côté des libéraux flamands, on minimise aussi : « *Chaque parti peut mettre ses priorités, il n'y a que l'accord de gouvernement qui*

compte ; et le gouvernement ne fait pas de communautaire. Cela ne changera donc rien ». Ceci en plus : « *Chaque fois que la N-VA dit quelque chose, il y a une réaction totalement démesurée de certains partis francophones !* »

Au CD&V, on se montre « irrité » par les sorties récurrentes des nationalistes, pas davantage : « *Tant que la N-VA ne communautarise pas les dossiers au gouvernement, ce n'est pas dangereux car cela ne remet pas en cause l'accord de majorité. Mais si elle communautarise, alors cela pourrait le devenir...* » ■

DAVID COPPI
et MARTINE DUBUISSON

projet Susciter l'adhésion au confédéralisme

Ce congrès ne constitue qu'une étape vers l'indépendance. » Les 4.000 militants N-VA réunis à l'Antwerp Expo réservent une standing ovation à Ben Weyts. C'était le 2 février 2014, les nationalistes flamands approuvent leur programme confédéral. « Ce faisant, nous avons écrit l'avenir de notre pays », concluait Bart De Wever, qui se dirigeait alors vers une large victoire électorale.

Las, voilà bientôt deux ans que ces belles envolées institutionnelles étaient au frigo. A charge, désormais, pour Hendrik Vuye et Veerle Wouters de les remettre sur la table. Et même « de traduire en textes de loi le confédéralisme tel que défini alors ». Mais le travail ne s'arrête pas là. L'objectif est bel et bien « de préparer les pro-

chaines étapes de l'émancipation de la Flandre ». Et donc « d'approfondir le discours communautaire », en le nourrissant « de nouvelles idées ». La N-VA entend donc rédiger un projet global, prêt à l'emploi dès 2019 puisque traduit en propositions législatives.

Si le mouvement flamand trépigne, on ne peut en dire autant d'une majorité de la population au nord du pays, encore moins du monde patronal flamand, fervent soutien de la N-VA pour autant que la trêve communautaire soit respectée. C'est en tout cas ce qu'indiquent, aujourd'hui, les sondages chez les uns, les prises de positions chez les autres. Mais Bart De Wever fait le pari de l'adhésion large à son projet de Flandre quasi indépendante. La preuve par la méthode imposée à Hendrik Vuye et Veerle Wouters : « Préparer l'avenir institutionnel de la Flandre avec des citoyens de tous horizons, unir les forces à l'intérieur du parti, mais aussi à l'extérieur autour de cette discussion, dialoguer avec la société civile. » Un référendum à la catalane ? On n'y est pas, mais Bart De Wever

entend en tout cas utiliser les mois qui nous séparent du scrutin pour susciter l'adhésion la plus large possible à son dessein confédéral. Tous les partis sont en phase de refondation ? La N-VA aussi, qui renoue avec son ADN et entend le faire savoir... Les deux députés se mettront au travail dans les prochaines semaines et « présenteront leurs travaux à la presse dès qu'ils auront progressé ». De quoi occuper l'agenda de longs mois.

Faut-il rappeler que le confédéralisme de la N-VA consiste à basculer toutes les compétences aux Communautés ? Celles-ci décideraient, ensuite, de ce qu'elles souhaitent éventuellement encore partager au sein d'un Etat fédéral croupion – en 2014, les nationalistes avaient listé la Défense, les Affaires étrangères, la TVA et les accises. En revanche, la Sécurité sociale et la fiscalité seraient scindées. Quant à Bruxelles, l'un des gros obstacles pratiques au projet N-VA, elle hériterait d'un sous-statut : la Région serait cogérée par le nord et le sud, et les Bruxellois forcés de choisir leur camp linguistique. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

rififi Le mouvement flamand au bord de la crise de nerfs

Les naïfs qui, en quittant le week-end dernier la réception de Nouvel An de la N-VA, étaient convaincus que le discours de Bart De Wever avait été rédigé pour la célébration de Noël, en guise de message de paix communautaire, repasseront en seconde session. Le président des nationalistes n'avait, il y a cinq jours, pipé mot sur le terrain institutionnel. Mis à part ses attaques au vitriol contre le PS et les syndicats wallons, il s'était borné à encenser le travail de ses ministres et exhorter ses troupes à poursuivre leur œuvre de redressement économique. Pas une allusion au communautaire. C'est peu dire que les nostalgiques du mouvement flamand et autres apôtres radicaux de l'indépendance ont peu apprécié la grand-messe. Ce jour-là, Jean-Pierre Rondas, éminent nationaliste flamand ose affirmer dans un entretien au *Standaard* que « tout Belge espère que la N-VA reviendra au pouvoir pour assurer la paix communautaire. » La phrase qui gifle. Et

laisse la marque de l'extrême nervosité qui gagne les rangs des disciples de la première heure, les plus impatients à fêter l'autonomie.

« Les points sur les « i » »

C'est une des raisons de la sortie du leader de la N-VA. Il y en a d'autres qui expliquent le choix du jour de la sortie. D'abord, certains membres du parti craignaient que des fuites soient organisées avant l'officialisation de la nouvelle. Plus grave, il fallait donner du grain à moudre à Geert Bourgeois. Et vite. Le chef du gouvernement flamand sera ce samedi l'invité, à Alost, du Mouvement flamand.

« C'est une des raisons de la date choisie pour remettre le communautaire à l'agenda » explique Bart Maddens, politologue à la KUL. « Sur le fond, la sortie s'explique par l'insatisfaction grandissante du mouvement flamand. Ses adhérents peuvent accepter le compromis consistant, pour rentrer dans le gouvernement, à ne pas faire de nouveaux pas communautaires sous cette législa-

ture. Mais que le parti dominant n'évoque plus du tout les thèmes communautaires à l'extérieur, certains ne le digèrent plus. La frustration a grandi. Et puis, stratégiquement, il sera difficile de faire passer l'idée aux électeurs que le programme communautaire est redevenu important en 2019, alors qu'il était resté sous le boisseau jusque-là. Il aurait fallu réaliser une opération - rattrapage de longue haleine. Alors que l'on s'approche de la mi-législature, avec des ministres N-VA ayant démontré leur légitimité, le parti peut se permettre désormais de remettre ce point à l'agenda. » analyse le politologue louvaniste.

Cette piqûre de rappel des fondamentaux à l'attention des naïfs est aussi un retour aux sources. « Cela permet de mettre les points sur les « i », de rappeler qu'en cours de législature, le parti n'a pas jeté par-dessus bord ce qui l'anime, la partie communautaire de son programme. » souligne Eric Defoort, ancien président du mouvement flamand. ■

DIRK VANOVERBEKE

SUR L'ÉCHIQUIER N-VA**Peter De Roover**

Il tient la corde dans la course à la succession de Vuye, le constitutionnaliste et ex-chef de groupe N-VA, heureux de retrouver des dossiers de fond. De Roover est député. Il a prési-

dé le mouvement flamand. Sa nomination constituerait un signal supplémentaire de la volonté nationaliste de retrouver les faveurs d'une partie de leur core business.

Veerle Wauters

Elle sera chargée, avec Hendrik Vuye, d'exécuter la

mission que lui a confiée Bart De Wever. Députée, elle cosignait régulièrement des cartes blanches dans l'hebdomadaire *Knack* avec son chef de groupe. Ils s'apprêtent à publier un ouvrage sur la monarchie. Elle est spécialiste de la loi spéciale de financement.

D.V.

HENDRIK VUYE**« Le statu quo institutionnel ne doit pas museler les discussions institutionnelles au sein de la N-VA »**

Bart De Wever a chargé le chef de groupe N-VA, Hendrik Vuye, de travailler sur l'avenir institutionnel de la Flandre. Entretien. Pourquoi décidez-vous aujourd'hui de plancher sur vos revendications communautaires ?

Nous avons entendu les signaux émanant depuis plusieurs jours du mouvement flamand, dont plusieurs membres éminents nous reprochent, en laissant notre programme communautaire au frigo pendant cinq ans, de laisser tomber notre raison d'être. Comme l'explique notre président, nous en avons conclu que nous ne pouvions plus rester passifs sur ce terrain. La N-VA possède deux programmes : un programme socioéconomique et un programme communautaire. Ils ont la même valeur et participent de l'ADN de la N-VA.

Votre formation a promis, au début de la législature, de mettre

ce programme entre parenthèses, au moins jusqu'en 2019 ?

La N-VA tiendra sa promesse. Ma mission n'y change rien. Mais cette promesse ne doit pas nous museler : ce n'est pas parce que nous avons décidé d'un statu quo institutionnel au sein du gouvernement que nous sommes contraints au même statu quo à l'intérieur de notre propre formation.

En quoi consistera votre mission ?

Nous allons, dans une première étape, créer une commission chargée de rassembler, au-delà des membres de notre parti, des personnalités de tous les horizons, autour du thème du confédéralisme et de la préparation de l'avenir institutionnel de la Flandre. Dans un premier temps, nous serons appelés à nouer un maximum de contacts.

Et ensuite ?

Dans cinq semaines, nous convoquerons la presse pour lui détailler nos propositions. Ce que je peux dire, c'est que des journées d'étude seront mises en place pour approfondir notre projet confédéral.

D.V.